

—et la stabilité est importante,—souples et promis au succès. Ils ont permis à ce pays de joindre un remarquable développement économique à une raisonnable stabilité monétaire. Ces mesures offraient en effet un contraste avec les actions irrationnelles du présent gouvernement, et, comme je l'ai dit déjà, elles ont aidé à faire du Canada l'objet d'envie du monde entier. Le gouvernement précédent n'a pas hésité à prévoir un déficit dans son budget lorsqu'une récession menaçait. Nous n'avons pas hésité à fixer les impôts de façon à produire un excédent lorsque l'inflation représentait le plus grand danger. Les honorables vis-à-vis se sont récriés, lorsqu'ils étaient dans l'opposition et au cours de la campagne électorale, contre l'injustice d'un excédent budgétaire et l'immoralité d'un budget non équilibré. Mais que ne donneraient-ils pas maintenant pour une part de cette injustice et de cette immoralité!

**L'hon. M. Pickersgill:** Et pour une part de cet excédent.

**L'hon. M. Pearson:** Le pays jouissait alors d'une prospérité étonnante et l'inflation était contenue. En fait, durant les quatre ans et demi qui ont suivi 1952, et avant 1952 à cause du réarmement du pays et de la guerre de Corée, les prix sont montés. Mais je sais aussi, et les chiffres le prouveront, que la situation n'était pas aussi mauvaise qu'elle l'est maintenant, loin de là, et qu'elle le sera à moins que les programmes du présent gouvernement ne changent...

**L'hon. M. Fleming:** Comment pouvez-vous dire des choses pareilles?

**L'hon. M. Pearson:** Mais je sais également que durant les quatre ans et demi qui ont suivi 1952, soit durant une période de grand développement national et d'expansion, il n'y a eu, pour ainsi dire, aucune modification dans le coût de la vie. Je sais aussi qu'au milieu de 1956 le coût de la vie a vraiment commencé à monter. Quand, étant au pouvoir à l'époque, nous avons pris des mesures pour parer à ce danger par des restrictions sur le crédit et des excédents budgétaires, quelle a été l'attitude des honorables députés d'en face qui formaient alors l'opposition? Ils nous ont accablés de railleries. Et puis, à l'été de 1957, quand les signes d'un danger parallèle et grave de récession ont aussi commencé à se dessiner, quelle a été l'attitude du nouveau gouvernement devant ce danger? Elle a consisté à se préparer aux élections suivantes.

Par suite, au cours de la session d'automne de 1957, on a refusé catégoriquement de soumettre un budget ou de présenter un bilan national. Par suite aussi, ceux qui devaient plus tard nous accuser d'avoir négligé et

[L'hon. M. Pearson.]

dissimulé la récession et d'en être responsables ont alors refusé d'admettre que quelque chose allait mal. Ils nous ont accusés d'exagérer, par exemple, la gravité de l'extension du chômage, accusation qui rend maintenant un son creux et sent l'esprit de parti. Ils nous ont accusés de ne pas reconnaître la récession alors qu'elle n'existait pas, eux qui plus tard ne pouvaient la voir quand ils y étaient plongés.

C'est seulement après janvier 1958, alors qu'ils ne pouvaient plus échapper au danger, qu'ils ont admis l'existence effective de la récession. Mais ils se souciaient bien plus de déformer et d'exploiter les faits, pour en rejeter la responsabilité sur les libéraux, que de prendre des mesures efficaces pour y remédier. Tantôt ils nous blâmaient des difficultés, tantôt ils affirmaient aux électeurs que ces difficultés n'existaient pas.

Enfin, après les élections de juin 1958, le ministre des Finances a, à contre-cœur, analysé vraiment la récession et ses origines. Mais c'était après les élections. Mais à ce moment-là, ni lui ni le ministre du Travail (M. Starr) ni le ministre du Commerce (M. Churchill) ne nous ont indiqué exactement quelle tournure allaient prendre les affaires, en toute probabilité, au cours de l'année suivante. En fait, dans son exposé budgétaire de juin 1958 (jusqu'alors, nous n'avions eu aucune analyse s'étendant à tout le pays), le ministre des Finances n'hésitait pas, a-t-il dit, à prévoir une production nationale brute de 32 milliards de dollars, soit 2 p. 100 de plus que l'année précédente, et cela,—je cite son texte,—“à supposer que les récoltes soient normales et les prix stables”. Et voilà que maintenant le ministre ose prétendre que ses prévisions sont confirmées.

**L'hon. M. Fleming:** C'est exact.

**L'hon. M. Pearson:** Il a l'effronterie de le prétendre, même si, d'après le Bureau de la statistique, toute augmentation de la production nationale brute résultera entièrement de l'augmentation des prix. Le ministre devrait le savoir. Si les prix ont monté de plus de 2 p. 100 tandis que le produit national brut ne s'élevait que de 2 p. 100, où est l'augmentation? “Sous réserve, a-t-il dit, de prix stables.” Pourquoi le ministre continue-t-il à faire des déclarations sans rapport avec la situation économique?

**L'hon. M. Martin:** Ce n'est pas sérieux.

**L'hon. M. Churchill:** Vous vous êtes sauvés de tout cela l'an dernier. (*Exclamations*).

**L'hon. M. Pearson:** Les honorables vis-à-vis peuvent bien rire maintenant de la situation que je tente de peindre, mais elle appelle plutôt des mesures qu'elle ne prête à rire.